

d'investissements directs.

Et la Banque Royale, l'institution financière la plus importante du pays, conclut que « les investisseurs des pays d'outre-mer perçoivent le Canada comme une base de plus en plus attrayante pour leurs activités en Amérique du Nord depuis la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange ».

Pourtant, les mêmes prophètes de malheur font de sinistres prédictions pour le Canada, s'il conclut un accord de libre-échange nord-américain avec le Mexique et les États-Unis. Ils ignorent que 80 p. 100 des importations canadiennes provenant du Mexique entrent déjà en franchise.

Pour eux, les Canadiens seront submergés par de médiocres produits mexicains qui coûteront des emplois. Cet argument ne m'impressionne pas. Si une main-d'œuvre bon marché est un facteur déterminant dans l'implantation d'usines, pourquoi donc 87 p. 100 des marchandises importées au Canada proviennent-elles des États-Unis, de l'Europe ou du Japon, plutôt que de pays à faibles salaires?

Sur le marché d'aujourd'hui, le coût de la main-d'œuvre n'est qu'un des avantages comparatifs parmi d'autres, comme la qualité, la livraison, la disponibilité, le coût des matériaux, ainsi que la mobilité et la motivation de la main-d'œuvre. Encore une fois, l'économie de l'Alberta est plus que préparée à relever tout défi qui pourrait provenir du Mexique.

Ce qui s'ouvre, c'est un marché de 85 millions de personnes, en plus des 240 millions de consommateurs américains. Ce nouvel espace concurrentiel, ainsi dénommé par le Conference Board, abrite 360 millions de personnes. En soi, le marché nord-américain est plus grand que l'Europe des Douze. Et le Mexique offre également une occasion exceptionnelle pour les Albertains au chapitre des services dans l'industrie pétrolière.

Je crois que les Canadiens appuient notre politique économique, du moment qu'elle produit des résultats concrets. Et de toute évidence, nous obtenons des résultats dans différents secteurs : réduction du déficit, investissements, privatisation, réformes financières, commerce. Chaque programme ne peut être isolé des autres, chacun d'entre eux fait partie intégrante d'un plan économique rationnel et complet.

De même, aucune politique ne peut seule assurer la prospérité à long terme. Il faut plutôt en définir les principes de base, ce à quoi nous avons travaillé depuis notre arrivée au pouvoir, il y a maintenant sept ans.